

4.3 Échéance

À la fin de son mandat, monsieur Jacques demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou nommé de nouveau.

5. RENOUELEMENT

Tel que prévu à l'article 2, le mandat de monsieur Jacques se termine le 17 avril 2021. Dans le cas où le ministre responsable a l'intention de recommander au gouvernement le renouvellement de son mandat à titre de membre de la Commission, il l'en avisera au plus tard quatre mois avant l'échéance du présent mandat.

6. ALLOCATION DE TRANSITION

À la fin de son mandat de membre de la Commission, monsieur Jacques recevra, le cas échéant, une allocation de transition aux conditions et suivant les modalités prévues à la section 5 du chapitre II des Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein.

7. Toute entente verbale non incluse au présent document est nulle.

69823

Gouvernement du Québec

Décret 1439-2018, 19 décembre 2018

CONCERNANT l'exercice des fonctions de certains ministres

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE, conformément à l'article 11 de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18), soient conférés temporairement les pouvoirs, devoirs et attributions :

— de la ministre du Tourisme à madame Andrée Laforest, membre du Conseil exécutif, du 22 au 29 décembre 2018;

— de la ministre responsable de la Métropole et de la région de Montréal à monsieur François Bonnardel, membre du Conseil exécutif, du 22 décembre 2018 au 3 janvier 2019;

— du ministre responsable de l'Administration gouvernementale à monsieur Éric Caire, membre du Conseil exécutif, du 22 au 25 décembre 2018 et du 29 décembre 2018 au 6 janvier 2019 et à monsieur François Bonnardel, membre du Conseil exécutif, du 26 au 28 décembre 2018;

— de la ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques à madame Sylvie D'Amours, membre du Conseil exécutif, du 23 décembre 2018 au 2 janvier 2019;

— du ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs à madame Marie-Eve Proulx, membre du Conseil exécutif, du 24 décembre 2018 au 4 janvier 2019;

— du ministre des Finances à monsieur Pierre Fitzgibbon, membre du Conseil exécutif, du 29 décembre 2018 au 6 janvier 2019;

— du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation à monsieur Mathieu Lacombe, membre du Conseil exécutif, du 29 décembre 2018 au 8 janvier 2019;

— du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles à monsieur Jean Boulet, membre du Conseil exécutif, du 30 décembre 2018 au 6 janvier 2019;

— du ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur à monsieur Simon Jolin-Barrette, membre du Conseil exécutif, du 30 décembre 2018 au 2 janvier 2019 et à madame Isabelle Charest, membre du Conseil exécutif, du 3 au 6 janvier 2019;

— de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation à monsieur Jean Boulet, membre du Conseil exécutif, du 30 décembre 2018 au 8 janvier 2019;

— de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie à monsieur Lionel Carmant, membre du Conseil exécutif, du 5 au 11 janvier 2019;

— de la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants à monsieur Lionel Carmant, membre du Conseil exécutif, du 5 au 11 janvier 2019 et à monsieur François Bonnardel, membre du Conseil exécutif, le 12 janvier 2019;

— de la ministre de la Santé et des Services sociaux à monsieur Lionel Carmant, membre du Conseil exécutif, du 5 au 11 janvier 2019 et à monsieur François Bonnardel, membre du Conseil exécutif, le 12 janvier 2019;

— de la ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de la Langue française à madame Sylvie D'Amours, membre du Conseil exécutif, du 5 au 16 janvier 2019;

— du ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion à monsieur Jean-François Roberge, membre du Conseil exécutif, du 7 au 14 janvier 2019;

—du ministre de l'Économie et de l'Innovation à madame Marie-Eve Proulx, membre du Conseil exécutif, du 11 au 20 janvier 2019.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

69884

Gouvernement du Québec

Décret 1445-2018, 19 décembre 2018

CONCERNANT l'autorisation de signer un acte de cession par le gouvernement du Québec en faveur de la Ville de Montréal relativement aux Habitations Jeanne-Mance

ATTENDU QU'en vertu d'une entente intervenue le 21 mars 1957 entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada, la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Ville de Montréal, ces parties se sont engagées à réaliser un projet de construction d'habitations, connu sous le nom des Habitations Jeanne-Mance;

ATTENDU QU'en vertu de cette entente, il a été convenu que la Ville de Montréal se porte acquéreur des immeubles visés par le projet de construction et qu'elle les cède par la suite, conjointement à la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour 75 % des droits indivis et à la Ville de Montréal, agissant comme agent de la Couronne aux droits de la province de Québec, pour 25 % des droits indivis;

ATTENDU QU'à la suite des actes de cession des immeubles concernés par la Ville de Montréal à la Société canadienne d'hypothèques et de logement et à la Ville de Montréal, agissant comme agent de la Couronne aux droits de la province de Québec, cette dernière apparaît comme propriétaire indivis des immeubles;

ATTENDU QU'en vertu d'une entente intervenue le 23 mars 1957 entre le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal, il a été convenu que tous les droits acquis et les obligations assumées par la Ville de Montréal, agissant en sa qualité d'agent de la Couronne aux droits de la province de Québec, sont des droits et obligations de la Ville de Montréal et non pas des droits et obligations du gouvernement du Québec;

ATTENDU QUE, comme les titres de propriété sont au nom de la Ville de Montréal, à titre d'agent de la Couronne aux droits de la province de Québec, la Ville de Montréal

ne bénéficie pas d'un titre de propriété clair, le gouvernement du Québec pouvant à tort être considéré comme le détenteur de ce droit;

ATTENDU QU'il y a lieu de confirmer le titre de propriété de la Ville de Montréal par la signature d'un acte de cession en vertu duquel le gouvernement du Québec cède à la Ville de Montréal tous les droits, titres et intérêts qu'il a ou pourrait prétendre avoir dans les immeubles visés;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation à signer cet acte de cession;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation :

QUE la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation soit autorisée à signer un acte de cession substantiellement conforme à celui annexé à la recommandation ministérielle du présent décret;

QUE la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation soit représentée pour la signature de cet acte de cession par le sous-ministre du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

69881

Gouvernement du Québec

Décret 1447-2018, 19 décembre 2018

CONCERNANT une autorisation à l'Administration régionale Kativik de conclure avec le gouvernement du Canada l'Accord modificateur n^o 2 à l'Accord de contribution dans le cadre du Programme d'aide préscolaire aux Autochtones dans les collectivités urbaines et nordiques

ATTENDU QUE l'Administration régionale Kativik a obtenu, en vertu du décret n^o 897-2017 du 6 septembre 2017, l'autorisation de conclure avec le gouvernement du Canada un accord de contribution, dans le cadre du Programme d'aide préscolaire aux Autochtones dans les collectivités urbaines et nordiques, afin de réaliser le projet appelé Centres d'aide préscolaire au Nunavik;